

**ARRETE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT**

*Le Maire de la Commune d'Amplepuis,*

*Vu les articles L 2212-1 à L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code de la Route ;*

*Vu le Code Pénal et plus particulièrement son article R 610-5 ;*

*Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière*

*Vu la demande d'autorisation de l'entreprise FARJOT TOITURES, en date du 29 janvier 2026,*

**Considérant** que pendant la reprise d'une rive, 18 place de l'industrie, commune d'AMPLEPUIS, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter le bon déroulement des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,

**Considérant** que la section concernée par les travaux est située en agglomération,

**ARRETE :**

**Article 1 :** 18 place de l'industrie, la reprise d'une rive s'effectuera dans les conditions suivantes :

Stationnement d'un fourgon nacelle autorisé.

Empiètement sur chaussée avec restriction au niveau du rond-point

Signalisation par panneaux.

**Article 2 :** Les dispositifs du présent arrêté s'appliqueront :

**Vendredi 30 janvier 2026.**

La circulation piétonne devra être maintenue en permanence.

**Article 3 :** Les panneaux nécessaires à marquer ces prescriptions seront mis en place *par l'entreprise FARJOT TOITURES* qui devra les apposer 48 heures à l'avance du présent arrêté.

**Article 4 :** L'accès aux services de sécurité et de secours devra être maintenu en permanence.

**Article 5 :** Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux conditions normales de sécurité.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats du chantier.

**Article 7 :** Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Policier Municipal et *l'entreprise FARJOT TOITURES* sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Diffusé à :

- Le commandant du groupement de Gendarmerie du Rhône
  - Le Directeur des services du département
- L'entreprise FARJOT TOITURES*

AMPLEPUIS, le 29 janvier 2026

Le Maire  
René PONTET

